

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le 20 FEV. 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CETI (Guilers)

170 rue Jacqueline Auriol
ZAC de St Thudon
29490 Guipavas

Références : ENV-D-26.054
Code AIOT : 0005507544

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2026 dans l'établissement CETI (Guilers) implanté An Oalejou 29820 Guilers. L'inspection a été annoncée le 23/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CETI (Guilers)
- An Oalejou 29820 Guilers
- Code AIOT : 0005507544
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Centre d'Enfouissement Technique de l'Iroise (CETI) est autorisé par arrêté préfectoral du 18 septembre 2008 à exploiter un établissement spécialisé dans le tri, le transit et le stockage de déchets au lieu-dit « An Oaléjou » à GUILERS. Cet arrêté préfectoral a été modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 26 juillet 2018.

L'exploitant annonce une réorganisation de l'établissement à moyen terme en complément du dossier de demande d'autorisation déposé préalablement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative,
- stabilité de l'installation de stockage de déchets inertes
- Entreposage des déchets,
- Incendie,
- Rétention,
- Propreté.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	ISDI stabilité	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 20	Demande d'action corrective	6 mois
3	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
5	Rétention GNR et ADBLUE	Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article 7.5.3	Demande d'action corrective	1 mois
7	Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 18/09/2008, article 7.6.7.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Propreté	Arrêté Préfectoral du 18/09/2008, article 11.8	Demande d'action corrective	1 mois
9	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 18/09/2008, article 12	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/09/2008, article 1.2	Sans objet
6	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/09/2008, article 7.6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des écarts majeurs sont constatés notamment en matière de détection des incendies et de gestion des eaux d'extinction en cas de sinistre. Les travaux de mise en conformité, pour certains, nécessite un engagement d'investissement qui n'a pas été présenté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2008, article 1.2

Thème(s) : Situation administrative, rubriques

Prescription contrôlée :

Les activités exercées au lieu-dit « An Oaléjou » à GUILERS par la société CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE DE L'IROISE (CETI), dont le siège social est situé lieu-dit « Ty Colo » à GUILERS, sont limitées aux activités décrites dans le tableau de classement actualisé suivant :

RUB.	INTITULES DES RUBRIQUES ICPE	ACTIVITE EXERCEE VOLUME D'ACTIVITE	REGIME (*)
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Transit-regroupement de déchets dangereux Quantités maximales présentes sur le site : - huiles usagées : 2 tonnes ; - pots de peintures usagées : 10 tonnes ; - batteries électriques : 20 tonnes ; - DTQD : 8 tonnes.	A
2760-2	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 ; 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :	Installation de stockage de déchets inertes recevant des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes Flux inférieur à 10t/j Capacité totale supérieure à 25000 t	A
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	Transit-regroupement de déchets non dangereux - volumes susceptibles d'être présents : - cartons : 300 m³ ; - bois : 1 300 m³ ; - plastiques : 500 m³ ; - pneumatiques usagés : 300 m³.	E

Constats :

Par sondage, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a contrôlé les quantités liées aux installations suivantes :

- Rubrique 2718-1 :

Sur la base du registre des déchets entrants et de l'état des stocks, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées constate que la quantité de batteries usagées au plomb présente le 06/02/2026 est de 10,979 tonnes.

- Rubrique 2760-2 :

L'inspection de l'environnement en charge des installations classées constate l'absence de réception de déchets d'amiante lié depuis le mois d'avril 2025. Il n'est pas constaté de présence de déchets d'amiante lié dans la benne affectée à l'entreposage de tels déchets.

- Rubrique 2714-1 :

L'exploitant a montré l'état des stocks qui précise que les quantités de déchets sont les suivantes :

- Bois : 1650 m³,
- Pneus usagers : 90 m³,
- Cartons : 0 m³.

L'inspection de l'environnement en charge des installations classées constate que les quantités contrôlées sur le site respectent les quantités autorisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : ISDI stabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, stabilité

Prescription contrôlée :

L'organisation du stockage des déchets doit remplir les conditions suivantes :
- elle assure la stabilité de la masse des déchets, en particulier évite les glissements ; [...]

Constats :

L'inspection de l'environnement en charge des installations classées constate un début d'éboulement de la couverture des déchets inertes à proximité de l'auvent de stockage du bois broyé. L'exploitant signale qu'il s'agit d'une conséquence des intempéries.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de justifier que les côtes topographiques du massif de déchets inertes sont conformes au plan de réaménagement et de remise en état annexé à l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2008. Il lui appartient également de justifier que le drainage des eaux pluviales prévient tout risque de coulée de boue / terre / déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Entreposage des produits et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). [...] La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
Constats : L'inspection de l'environnement en charge des installations classées constate, au-dessus de la zone dédiée au stockage de BPHU (bateaux de plaisance hors d'usage) ou de ferraille, la présence de deux conteneurs et de crochets à tomates. Si ces équipements permettent à l'exploitant d'accroître le volume de déchets entreposés, les conditions d'exploitation de la zone conduisent, in fine, à affecter une partie de la couverture de la zone de stockage de déchets inertes, en contradiction avec les prescriptions de remise en état de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2008. L'exploitant a indiqué que les crochets à tomate sont éliminés petit à petit. L'inspection de l'environnement en charge des installations classées constate que le volume de stock n'est pas maîtrisé à minima sur cette partie du site. La hauteur maximale à respecter n'est pas délimitée. Par ailleurs, les structures mises en place que sont les conteneurs et les crochets à tomates n'ont pas vocation à délimiter du stockage de déchets et présentent un risque d'éboulement dans la zone d'entreposage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de prendre les dispositions pour assurer un stockage des déchets ne présentant pas de risque de chute d'éléments et de procéder à l'enlèvement des conteneurs et des crochets à tomate.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent. Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. [...] la quantité de bois autorisé [...]
Constats : La présence d'une seule caméra de télésurveillance est constatée pour la détection et surveillance. Cette caméra est localisée à proximité de la ligne de tri automatisée et des stocks de déchets triés. L'exploitant a présenté le devis du système de détection thermographique qu'il envisage, ainsi que l'étude d'implantation et des zones de détection. L'inspection de l'environnement en charge des installations classées constate que le site ne dispose pas d'une détection automatique de départ d'incendie et de transmission automatique des alertes suffisante, en particulier pour les zones contenant des déchets dangereux alors que ces équipements devraient être en place depuis le 1 ^{er} janvier 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 5 : Rétention GNR et ADBLUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2008, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment.
Constats : L'inspection de l'environnement en charge des installations classées constate la présence de deux réservoirs, l'un contenant du GNR (gazole non routier) et l'autre de l'ADBLUE. Le jour de l'inspection, la quantité de combustible est très limitée. Ces réservoirs sont entreposés sur une rétention qui présente de nombreuses traces d'oxydation pouvant conduire à une perte d'étanchéité. La présence de liquide dans cette rétention la rend indisponible pour assurer sa fonction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">- prendre les dispositions pour que la rétention assure sa fonction,- vérifier l'étanchéité de la rétention des produits GNR et ADBLUE et de prendre les mesures pour garantir une étanchéité à long terme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2008, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• une réserve d'eau d'incendie d'un volume supérieur ou égal à 240 m³[...]• un réseau d'extincteurs appropriés aux risques encourus ;• une détection incendie couvrant le local de tri/transit ; [...] En outre, [...] <ul style="list-style-type: none">• les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement ; [...]
Constats : L'inspection de l'environnement constate la présence de : <ul style="list-style-type: none">• une bache constituant la réserve incendie qui dispose d'un volume de 420 m³ ;• plusieurs extincteurs. la date de révision des extincteurs contrôlée par sondage est de mars 2025,• trois groupes motopompe autonomes pour la défense incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2008, article 7.6.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 470 m ³ avant rejet vers le milieu naturel. [...]
Constats : L'inspection de l'environnement en charge des installations classées constate la présence de deux bassins susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Ces deux bassins sont quasiment pleins. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les bassins disposent de la capacité minimale de 470 m ³ requise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2008, article 11.8
Thème(s) : Risques accidentels, Poussières
Prescription contrôlée : Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les bennes, casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.
Constats : L'inspection de l'environnement en charge des installations classées constate l'accumulation de poussières au niveau de la ligne de tri balistique / cribleur, en maintenance lors du contrôle. Ces dépôts de poussières sont susceptibles de générer une explosion ou un incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2008, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Plan de surveillance des eaux L'exploitant est tenu de mettre en œuvre un programme de surveillance des eaux - superficielles et souterraines - dans les conditions suivantes : Le site est équipé, à minima, des neuf points de contrôle ainsi répartis et repérés sur le plan annexé au présent arrêté. <ul style="list-style-type: none">• Un point de contrôle sur chaque rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;• Deux points de contrôle sur le ruisseau longeant le site au sud, en amont et en aval ;• Deux piézomètres. La hauteur de nappe est relevée dans chaque piézomètre une fois par semestre. Une mesure de la qualité des eaux est réalisée, sur chaque point de contrôle, une fois par semestre, [...] Les résultats des mesures sont transmis régulièrement à l'inspecteur des installations classées, accompagnées des commentaires appropriés, notamment en cas d'anomalies.
Constats : L'inspection de l'environnement en charge des installations classées constate que les résultats d'analyse des eaux n'ont pas été intégrés dans GIDAF (base de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) pour l'année 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois